

## CADRE 8 : NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

	Prescrit le	Rendu public le	Approuvé le	Mis en révision le
<input type="checkbox"/> Regles générales d'Urbanisme (R.N.U.)				
<input type="checkbox"/> Plan d'occupation des sols (P.O.S.)			25-01-78	30-11-84
<input type="checkbox"/> Zone d'environnement protégé (Z.E.P.)				
<input type="checkbox"/> Plan de sauvegarde et de mise en valeur				
<input type="checkbox"/> Plan d'aménagement de la zone (P.A.Z.)				
<input type="checkbox"/> Lotissement				
Zone <u>NB</u>				
SECTEUR :				
DU :				

En cas de division (objet couvrant la demande) si la lettre P figure à la fin du n° de dossier du présent certificat, il est signalé qu'un autre certificat d'urbanisme négatif, portant le même n° a été délivré en réponse à la même demande sur le(s) autre(s) terrain(s) issu(s) de la division.

## CADRE 9 : CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

Ces dispositions figurent dans le document joint au présent certificat.

CADRE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA DENSITE (surfaces mentionnées en m<sup>2</sup>)

	Terrain de la demande	Terrain	Terrain	Terrain	Terrain
Constructibilité normale (4)					
S.H.O.N. (5) susceptible d'être édifiée sur:	250m <sup>2</sup>				
S.H.O.N. des bâtiments existants (Sb) RAPPEL					
Constructibilité (S.H.O.N.) Résiduelle (R)					
S.H.O.N. maximum reconstituable si les bâtiments existants sont démolis					

(4) Calculée par application du coefficient d'occupation du sol à la superficie du terrain.

(5) S.H.O.N.: Surface Hors-Cœuvre Nette (voir définition sur la demande de certificat d'urbanisme).

Le demandeur est avisé que l'utilisation effective de la constructibilité (normale ou résiduelle) n'est possible que si le projet respecte les servitudes d'utilité publique et les règles d'urbanisme applicables à l'îlot de propriété ou à la partie qui en serait détachée.

## CADRE 11 : EQUIPEMENTS PUBLICS

RESEAUX	Non desservi	Desservi: Capacité		Sera desservi: par quel service ou concessionnaire	vers le	Date indéterminée
		suffisante	insuffisante			
Eau potable	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
Assainissement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
Voirie	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>

## CADRE 12 : TAXES ET CONTRIBUTIONS

Les taxes et contributions ne peuvent être déterminées qu'à l'examen de l'instruction de la demande d'autorisation. Les renseignements ci-dessous n'ont qu'un caractère indicatif.

FISCALITE APPLICABLE AUX CONSTRUCTIONS A LA DATE DE LA DELIVRANCE DU PRESENT CERTIFICAT	TRAVAUX ET PARTICIPATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE EXIGES A L'OCCASION DE L'OPERATION
<input checked="" type="checkbox"/> T.L.E. (Taxe locale d'équipement)	TRAVAUX:
<input checked="" type="checkbox"/> T.D.E.V. (Taxe départementale d'espaces verts)	<input type="checkbox"/> Accès
<input type="checkbox"/> Taxe complémentaire (région Ile de France)	<input type="checkbox"/> Eau
<input type="checkbox"/> Taxe départementale pour le financement des CAUE (6)	<input type="checkbox"/> Électricité
<input type="checkbox"/> Participation en cas de dépassement du plafond légal d'occupation du sol (C.O.S.)	CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS
<input type="checkbox"/> Versement résultant du dépassement du plafond légal de densité (P.L.D.) fixé à = ..... dans la commune du terrain de la demande	<input type="checkbox"/> Cession gratuite de terrain
<input type="checkbox"/> Redevances sur les bureaux et les industries (région Ile de France)	<input type="checkbox"/> Contribution aux dépenses de réalisation des équipements publics

(6) C.A.U.E.: Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement.

## CADRE 13 : OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Le terrain est actuellement constructible. Toutefois, en raison de la révision du P.O.S. en cours, toute demande de permis de construire se verra opposer un sursis à statuer. Seule, une demande de permis de construire permet d'avoir les délais à l'issue desquels l'autorité compétente est tenue de prendre une décision.

## CADRE 14 : FORMALITÉS ADMINISTRATIVES PRÉALABLES A L'OPÉRATION

☒ VOIR AU VERSO LES RUBRIQUES: A DU CADRE 15

☒ Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 421-2-4 du Code de l'Urbanisme (7).

FAIT A:

Liffre

le 21 septembre 2006,

(7) A cocher uniquement dans le cas d'un certificat d'urbanisme délivré par le maire au nom de la commune